

PSA Aulnay : quelques considérations pour une discussion

Ouvrir la discussion pour ne pas répéter les mêmes erreurs

Voici quelques points pour ouvrir une discussion. Des points non pas pour critiquer le mouvement qui a été ce qu'il a été, c'est à dire pas grand-chose. Mais pour mettre en évidence la manière dont un petit nombre d'ouvriers plus déterminés se sont laissés enfermer dans une agitation médiatique qui a servi et sert encore de caution aux programmes politiques de la gauche et de l'extrême-gauche. Ce conflit a représenté une tentative partiellement réussie par la CGT de créer un symbole, un point de fixation pour d'essayer de se renforcer comme médiateur social.

Le 1er mai 2013, le petit cortège des ouvriers d'Aulnay était en tête de la manifestation CGT, SUD, FSU et se posait comme le fer de lance de la riposte ouvrière. La grève a été l'excuse pour faire appel à une solidarité interclassiste avec les demandes de fonds adressées aux mairies. Elle a également permis de lancer des opérations médiatiques destinées à en faire des caisses de résonance de la propagande. Malgré les efforts déployés par cette minorité qui, au demeurant, s'est considérablement amincie au fil des mois, le succès de cette opération a été limité. Mais cela nous importe peu.

Par contre du point de vue de la lutte de classe, le déroulement de la fermeture du site d'Aulnay est dramatique pour plusieurs raisons :

Premièrement, les patrons ont réussi à renforcer la soumission de la majorité des ouvriers du site aux « impératifs » du système productif. Plus généralement, ces derniers temps, la séparation entre les grévistes et les non-grévistes, entre ceux dont l'emploi est maintenu et ceux qui doivent chercher ailleurs, entre les usines qui restent et celles qui ferment, fonctionne parfaitement. Chargée de séparer physiquement la minorité de grévistes et les non-grévistes, la chaîne d'hommes en jaune composée de membres de la maîtrise issus de tout le groupe PSA installée par la direction au sein de l'usine d'Aulnay est parvenue à maintenir un simulacre de production se chiffrant aujourd'hui à quelques bagnoles livrées par jour, au mieux. Plus, elle a été à la fois le symbole que l'ordre dans l'usine doit être respecté et la preuve qu'il est effectivement respecté. Le coût élevé du maintien de l'ordre dans l'usine (salaires doublés plus primes de déplacement pour les volontaires en jaune) qui ne produit plus rien montre que PSA a sérieusement mené une lutte politique contre les ouvriers.

Tandis que les ouvriers les plus déterminés n'ont jamais quitté le terrain purement syndical ou politique institutionnel (cf. les nombreux appels faits au PS, aux maires, aux candidats à la Présidence de la République, aux partis de gauche et aux institutions locales).

Deuxièmement, la négociation individuelle notamment dans le cadre de la GPEC (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences)¹ a triomphé. En mai 2013, la direction n'avait officiellement pas de plan social, elle avait des objectifs de réduction des effectifs via le GPEC. Pour mémoire, ce mois-là, la direction n'avait pas encore atteint son objectif sur Aulnay de 196 GPEC. Elle avait obtenu 53 départs depuis le 1^{er} janvier 2013, 26 départs à la retraite et 27 mutations. Philippe Julien, l'un des deux chefs de la CGT d'Aulnay, prétendait alors que les gens ne mordaient pas au GPEC, qu'ils voulaient garder leur poste et que la direction n'arrivait pas à atteindre ses objectifs.

Les salariés veulent défendre leur usine, partager le travail, assurait-il. La traduction de ces considérations était la défense du tissu industriel dans le département de Seine-Saint-Denis grâce à l'intervention de l'État et le rééquilibrage de la charge de travail sur les différents sites du groupe. Or, précisément à ce moment-là ; il était important de s'opposer à la méthode GPEC des négociations individuelles et d'exiger une négociation en bloc pour tous les salariés qui avaient adhéré au GPEC par manque de perspectives collectives réelles. Les syndicats ont ignoré, voire, parfois, nié dans leurs interventions, le risque inscrit dans les négociations individuelles des ouvriers avec la direction.

Reconnaître ceci aurait contredit l'orientation de la lutte vers la demande jamais abandonnée de l'intervention de l'État dans le conflit, vers une critique de la politique industrielle de l'État, du maintien du tissu industriel dans la Seine-Saint-Denis, alors que les salariés, eux, sont confrontés concrètement aux diktats masqués de propositions négociables de l'entreprise. La tentative, misérablement ratée, de dévoiler la nature bourgeoise de l'État en en dénonçant systématiquement les « manquements » et la « complicité » plus ou moins honteuse avec PSA n'a guère déterminé une réaction ouvrière antiétatique. Au contraire, elle a embourbé les ouvriers en lutte dans des initiatives faussement musclées qui les ont éloignés à maintes reprises du terrain réel de combat, celui des usines, des quartiers prolétariens et des territoires productifs.

Les appels à l'intervention de l'État (« *le gouvernement doit empêcher les licenciements* ») ont conforté l'idée que ce dernier pourrait être impartial entre les ouvriers et les patrons et même se ranger du côté des premiers. En d'autres termes, ces suppliques à l'adresse de l'État ont renforcé la mystification sur la fonction et la raison d'être de ce dernier.

¹ <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/rapportfinal.pdf>

Troisièmement, les syndicats CGT, CFDT et SUD qui ont organisé les agitations ont créé une grande confusion sur les moyens et la façon de se battre. Souvent, dans leurs tribunes, ils ont fait briller la nature « radicale » de la lutte de cette minorité ouvrière. Pourtant, les mots de « grève reconductible », « comité de grève », « arrêt de la production », « réintégration dans l'usine des ouvriers licenciés », « faire mal au patron » ont systématiquement été vidés de leur contenu offensif par les trois syndicats qui n'ont jamais cessé de donner des gages de respectabilité en martelant que « nous ne sommes pas des casseurs », « ce n'est pas l'ouvrier qui casse l'outil de travail », et de défense de l'entreprise PSA contre ses fieffés actionnaires.

À chaque instant, depuis le début de l'affaire, le patron a eu les moyens d'assurer et de moduler la production de la C3 (modèle fabriqué à Aulnay et déplacé à Poissy) en fonction de ses besoins. Dans une vidéo qui raconte la grève, Philippe Julien explique que « nous avons écarté la grève totale dans une première phase. Dans le cas d'une fermeture d'usine, d'entrée de jeu, ce n'est pas le plus adapté car parfois ça peut aboutir à ce que l'entreprise ferme encore plus rapidement ».

Quand la grève aurait pu faire réellement mal au patron, avant la délocalisation d'une ligne C3 vers Poissy, elle n'a pas été lancée. Et ce pour ne pas mettre en péril l'usine. Quand, en revanche, le patron a cessé de facto la production à Aulnay, les trois syndicats dits de combat s'enfoncent dans une grève illimitée mais parfaitement inefficace d'une minorité de plus en plus réduite de travailleurs. Une grève censée démontrer à la population que les ouvriers protestent pacifiquement contre une injustice sociale. Une grève, en somme, toute interne à l'ordre du capital et de son État en dépit de la volonté de se battre de cette minorité ouvrière.

Le « pic » du mouvement : la grève des peintures du 3 juillet 2012

Alors que les manifestations des « tous ensemble » CGT, SUD, SIA continuent et rassemblent 400 à 500 salariés, les peintres, majoritairement des intérimaires (30 ouvriers dont 20 intérimaires), partent en grève. L'équipe du matin va dans les ateliers pour généraliser la grève à l'ensemble de l'usine en scandant « Ne ratez pas le train de la grève... Après il sera trop tard ! » Elle rassemble jusqu'à 140 personnes. Les syndicats SUD et CGT se regardent en chiens de faïence et attendent que l'autre fasse le premier pas. Une minorité veut faire grève mais les syndicats refusent de la prendre sur eux.

Un ouvrier d'Aulnay, dans un article publié dans un journal anarchiste (*Le Monde libertaire*), écrit que « dans sa réponse à ceux qui proposaient d'utiliser le quasi-blocage de l'usine pour aller vers la grève totale le 12 juillet, comme beaucoup le suggéraient dans les ateliers, un militant syndical trotskiste de l'usine affirme : "Ça arrangera le patron que l'usine soit à l'arrêt ! Si les ouvriers de Continental ont pu faire la

grève non-stop, c'est qu'ils étaient payés pendant deux ans ! Ici, c'est des actions ponctuelles qu'il faut faire !" ». À ce moment, la production de la C3 à Aulnay est encore de 700 véhicules par jour alors qu'à Poissy, on en sort seulement 300.

Étendre la lutte aux territoires productifs liés à l'usine

Tout a été fait par la direction pour circonscrire la lutte au site d'Aulnay. Les scénarios d'extension aux autres sites avaient été prévus par la direction et des plans de protection mis en place. Le site de Saint Ouen, qui produit des éléments indispensables pour l'ensemble des usines du groupe, a travaillé début 2012 en heures supplémentaires afin de créer des stocks suffisants pour poursuivre la production des autres usines en cas de blocage de Saint Ouen. Ces stocks ont été répartis, au fur et à mesure de leur production, sur les autres usines pour leur éviter tout risque de pénurie de ces pièces. Étendre la lutte sur les autres sites aurait certes été difficile, mais c'était le seul moyen d'arriver à faire plier la direction.

Ce défi, les syndicats ne l'ont pas relevé. Ils n'ont pas compris l'importance de frapper large et vite ailleurs qu'à Aulnay pour mettre à mal les plans de la direction. Aucune action à destination de Poissy n'a eu lieu avant le 12 décembre 2012, action qui ne visait pas l'usine explicitement puisque c'était dans le cadre d'une réunion avec la direction. Quelques 200 travailleurs d'Aulnay y ont participé. Trop peu, trop tard (le coche a été loupé dès la fin juin quand il y a eu la grève de 1 500 à Rennes), et sans conviction comme en témoigne le tract de la CGT en date du 12 décembre 2012². Dans notre tract du 17 juillet 2012³, nous soulignons que la victoire à Aulnay passait par Poissy et mettions en garde sur le risque d'une lutte jusqu'au-boutiste dans les usines qui ferment : « S'essouffler dans un combat même rude cantonné aux usines touchées ne va pas arranger le rapport de forces. Le plan de PSA comporte avant tout le renforcement du site de Poissy. C'est ce site qui doit donc cesser de fonctionner normalement ».

C'est malheureusement le scénario le plus défavorable qui s'est déroulé. Face à ce tract un représentant syndical de Poissy affirmait : « c'est surtout ce qu'il ne faut pas faire, c'est ce qu'ils veulent fermer Poissy pour favoriser les sites low cost. » Céder au chantage n'est pas un bon conseil, face aux fermetures d'usine, attendre que le patron déploie sa stratégie de division et d'endiguement est certainement la tactique la moins payante.

² <http://cgt-psa-aulnay.fr/tract/les-salaries-de-psa-peugeot-citroen-sadressent-vous>

³ http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/TRAulnay1207117FR_vF1p.pdf

Fin du conflit, la grève et les cris de victoires de la CGT

Le 17 mai 2013, la CGT signe avec la mention « *au nom des grévistes* » un protocole de fin de grève ; celle-ci a commencé quatre mois plus tôt, le 16 janvier. Cette grève à froid, alors que le mouvement s'essouffait, a été l'occasion saisie par la CGT pour relancer la propagande médiatique avec comme mot d'ordre « *non à la fermeture* » de l'usine. Et ce, alors qu'en interne, la CGT appuyait les négociations du PSE en cours. À la mi-février, les syndicats CFTC, FO, SIA et CFE-CGC ont accepté les conditions du plan provoquant un premier affaiblissement de la lutte. Un noyau autour de la CGT et SUD a continué la grève en se focalisant sur la demande d'un médiateur. Courant avril l'isolement des grévistes s'accroît, avec SUD qui quitte le mouvement à la fin de ce mois. Les interrogations se font plus fortes parmi les grévistes dont le seul soutien matériel réel vient de la caisse de grève qui atteint les 900 000 euros. Le 9 mai, dans une émission radio, des ouvriers d'Aulnay s'interrogent sur le conflit : « *si les gens qui nous donnent de l'argent ne font pas comme nous on ne pourra pas à 150 faire grève éternellement* », « *on ne pourra pas faire grève par procuration pour les autres* ».

Vendredi 17 mai les grévistes votent la suspension de la grève. La CGT lance des cris de victoire en se fondant sur ces éléments :

- L'intégration des ouvriers licenciés,
- L'annulation des poursuites pénales et disciplinaires et la garantie d'accès aux possibilités de reclassement pour les grévistes,
- Une prime de 19 700 € pour les grévistes qui partiraient avant le 31 mai,
- Le comptage des jours de grève pour le calcul des primes ainsi que le versement des cotisations pour les retraites.

La CGT affirme aussi que tous les salariés auront des meilleures conditions de départ.

Pour ce syndicat le discours triomphaliste est de mise : quelques gains pour tout le monde, des bonus pour les grévistes.

Un bilan réaliste

« *Je veux bien sortir la tête haute, mais il faut que ça rapporte* », disait un gréviste peu de temps avant la signature de l'accord de fin de grève. Mais qu'a donc réellement rapporté cette lutte ? Le seul point fort que nous pouvons reconnaître à cette grève c'est d'avoir évité de justesse le mur vers lequel elle semblait se diriger. Mais si l'on juge ses résultats d'un strict point de vue syndical, défensif, les cris de joie ne se justifient guère. Voici pourquoi :

- Financièrement, la prime exceptionnelle au départ anticipé au 31 mai représente grosso-modo le salaire annuel 2013 pour les candidats au départ immédiat. Ceci correspond peu ou prou

au salaire qu'ils ne toucheront pas d'ici la fermeture du site d'Aulnay.

- À mesure que la grève s'effiloçait, la bataille pour la réintégration des grévistes licenciés est devenue l'objectif principal, puis la seule revendication. Mais la CGT n'a jamais expliqué clairement aux travailleurs les raisons pour lesquelles elle abandonnait de facto son combat contre la fermeture de l'usine.
- On ne sait pas combien d'ouvriers pourront bénéficier des mesures incitatives au départ réservées aux grévistes d'Aulnay. La CGT parle d'une liste de 210/250 travailleurs; la direction cite dans son communiqué officiel le nombre de 130. Dans les deux cas, le compte de tous ceux qui ont adhéré à la grève CGT-SUD n'y est pas car ces syndicats ont moult fois fait état de 400/500 travailleurs participants au mouvement.
- La prime au départ au 31 mai ressemble bien à un petit coup de pouce pour essayer de pousser dehors les ouvriers les plus radicaux et difficiles à gérer par l'entreprise et par les syndicats.
- Le plan social (PSE) risque d'être entièrement appliqué avant 2014, en avance sur le calendrier initial. Par l'accord de fin de grève la CGT s'est engagée à renoncer à toute action en justice contre le PSE ainsi qu'à relancer l'agitation (« *la levée par la CGT et par les salariés concernés de toute contestation du plan social* », lit-on dans le communiqué de la direction PSA du 17 mai).
- Immédiatement après la signature de l'accord de fin de grève par la CGT, la direction est une nouvelle fois passée à l'offensive en annonçant:
 - Le 21 mai, la fermeture du site de Meudon dont les 660 salariés seront reclassés
 - Le 22 mai, le démarrage, le 29 mai, de discussions pour les réductions de salaire.

Outre ces considérations relatives au bilan « syndical » de la grève, il faut s'interroger sur le résultat politique du mouvement lancé par la CGT et SUD. Un résultat totalement négatif, d'après nous. La grève n'a jamais réellement réussi à catalyser des travailleurs d'autres usines PSA et encore moins d'autres secteurs ou lieux de travail. Pire, elle s'est enfoncée dans un isolement progressif y compris par rapport aux ouvriers de l'usine d'Aulnay. La grève par procuration n'est pas une grève pour ceux qui continuent de travailler.

Jamais, au cours des quatre mois du mouvement, la CGT et SUD n'ont tenté véritablement d'élargir le front interne à l'usine. Accroître l'adhésion à la grève était pourtant une nécessité absolue, y compris pour apparaître plus crédibles auprès des travailleurs d'autres usines. Deux moyens simples pour mesurer la capacité d'accroître le nombre de grévistes à Aul-

nay existaient : le piquet de grève et la reprise du travail temporaire pour accéder à nouveau aux collègues dans les ateliers. Or, ces deux moyens n'ont pas été employés.

Quant à l'objectif d'étendre le combat à d'autres usines, au début du mouvement, après l'annonce de la fermeture d'Aulnay à l'été 2012, quand celui-ci était plus vigoureux et massif, CGT et SUD ont passé la plupart du temps à poursuivre les élus locaux, les candidats à la présidentielle et à chercher des soutiens des partis politiques de la gauche du capital. Ces deux syndicats n'ont tenté, sans succès par faute de participants, d'atteindre les travailleurs de l'usine de Poissy que beaucoup plus tard, à la mi-décembre 2012. Pourtant, on savait depuis longtemps que l'usine de Poissy allait monter des C3 (la seule voiture assemblée à Aulnay). Et c'est exactement ce qui s'est passé dès la fin du mois de février 2013, quelques jours à peine après la signature de l'accord PSE par CFTC, FO, SIA et CFE-CGC d'Aulnay. « *Une semaine après la signature de cet accord, on savait que l'élargissement à d'autres usines ne marcherait pas* », avoue un gréviste qui a joué un rôle actif dans le mouvement jusqu'à son terme, quatre mois plus tard.

Sur le plan des revendications, enfin, CGT et SUD ont dépensé leurs meilleures forces pour préserver l'usine d'Aulnay au lieu de défendre uniquement les revenus et les conditions de travail futures des salariés du site. Leur lutte visait à démontrer qu'ils défendaient mieux les raisons de l'entreprise que le patron lui-même, uniquement préoccupé, à leurs dires, du bonheur des actionnaires et de la famille Peugeot. L'idée sous-jacente étant que l'industrie est bonne et la finance est mauvaise. Comme si dans le capitalisme on pouvait distinguer les deux ! Comme si l'usine était un lieu de libération potentiel pour les ouvriers à la condition qu'on l'arrache aux fieffés spéculateurs financiers !

Comme si les intérêts de la famille Peugeot ne coïncidaient pas avec ceux de l'entreprise qu'elle contrôle !

Les plans « industriels » alternatifs à ceux de la direction PSA de la CGT ont été démentis y compris par son propre cabinet d'étude Secafi-Alpha. Dans son rapport présenté le 11 décembre 2012 au Comité central d'entreprise Peugeot, celui-ci écrivait : « *Nos analyses confirment une exposition forte de toute la filière automobile française et des emplois qui la composent à la situation de PSA. PSA ne pouvant, malgré son rôle prépondérant, soutenir seul la filière, une concertation des acteurs concernés est indispensable* ». Et sa préconisation finale se cantonnait à « *une sécurisation de l'emploi futur pour chacune et chacun* ».

Une recommandation nettement plus réaliste et conforme aux intérêts des travailleurs concernés que celle du maintien de l'usine. Compte tenu de son affiliation politique, évidemment, Secafi-Alpha n'est pas allé jusqu'à demander un reclassement de tous les salariés d'Aulnay à des conditions au moins égales et à coût

zéro pour eux (frais de déménagement, de scolarisation et de réembauche des membres de la famille des travailleurs d'Aulnay entièrement à la charge de PSA).

Évidemment, Secafi-Alpha n'a pas conseillé de rejeter la démarche de reclassement GPEC qui isole le travailleur et le livre seul aux pressions de la direction. Pour finir, comme nous l'avons souligné plus haut, les appels continus à l'État de CGT et SUD pour qu'il aide les travailleurs d'Aulnay contre PSA ont semé l'illusion parmi les ouvriers que les institutions pourraient œuvrer dans le sens des intérêts des ouvriers. Il suffirait, d'après eux, que ceux qui les dirigent le veuillent. Une erreur fatale qui a coûté des jours de grève, beaucoup d'argent et d'énergies aux grévistes en chasse du moindre politicien censé s'intéresser à leur cas.

Les faits ont démontré que cette politique syndicale, déjà amplement utilisée lors de la grève de 2007, n'était rien d'autre que la énième erreur. En dépit des moult déclarations hypocrites de sympathie vis-à-vis des grévistes et des promesses vaseuses d'intervenir auprès de la direction, les différents responsables des institutions de l'État concernées ont fermement soutenu PSA dès le début de l'affaire en l'accompagnant pas à pas dans la restructuration. Dans ce jeu de rôles bien orchestré, il est revenu à quelques communes de faire des gestes financiers en donnant de l'argent à la caisse de la grève.

Éléments pour une chronologie

Juin 2011 : les inquiétudes de plus en plus précises

La CGT d'Aulnay dit que la lutte a démarré en juin 2011 avec la publication d'un document secret de la direction de PSA datant de juillet 2010. Ce document anticipe la fermeture d'Aulnay, mais les signes de baisse d'activité sur le site ont depuis longtemps attisé les inquiétudes des salariés. Début 2012 un intérimaire présent dans l'usine depuis 2004 témoignait au micro d'un journaliste d'un site d'information automobile : « *il y en a dedans qui ont plus de 30 ans d'expérience, qui ont 25 ans de travail, demain ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire. Les gens sont beaucoup inquiets dedans. À l'époque en 2004 on était plus de 8000, les intérimaires on était permanents, aujourd'hui il y a plus d'embauchés que d'intérimaires.* »

En quelques années en effet le site a vu la suppression d'une des deux chaînes de montage, ainsi que la suppression de l'équipe de nuit ce qui a réduit l'activité de plus de moitié. Suite à ces révélations, les gesticulations syndicales sont les seuls signes visibles de réactions. Le compte rendu de la prise de parole de la CGT sur les chaînes de montage, le 7 juillet 2011, donne le ton sur cette première phase de l'agitation qui débute par une pétition signée par 2500 salariés du site. En voici les points principaux :

- tous les syndicats sont d'accord,
- on va se battre pour préserver l'emploi à Aulnay,
- ça ne fait que commencer,

- votre présence massive ce matin est déjà une grande victoire, il faut que nous soyons des milliers,
- la direction n'a qu'à bien se tenir ; elle doit flipper en ce moment,
- Est-ce que vous êtes d'accord pour se retrouver en septembre après les vacances ?

Du grand flan et du triomphalisme à la petite semaine... L'heure de prise de parole se termine par un rendez-vous après les vacances pour s'opposer à la direction. Décidément, c'est une habitude à PSA de faire des révélations avant les vacances.

De février à juillet 2012 : les prémisses

Manifestation de soutien aux PSA Aulnay le 18 février 2012 dans la Seine-Saint-Denis : LO, NPA, Pou-tou (l'ancien candidat à la présidentielle du NPA), syndicat de l'automobile, élus du Seine-Saint-Denis y participent.

Le slogan pivot est : « *la force des travailleurs, c'est la grève* », Mercier annonce la couleur sur le ton « *je peux vous assurer que nous on n'est pas près de se laisser faire* ».

Les revendications syndicales sont :

- L'équilibrage de la production sur les différentes usines,
- La garantie écrite devant le gouvernement à ne pas fermer Aulnay,
- L'attribution d'un nouveau véhicule à Aulnay,
- L'adresse à Sarkozy qui promet qu'il n'y aura pas de plan social à PSA,
- La main tendue au SIA « que l'on soit de la CGT, ou du SIA. »

Prise de parole CGT du 31 mai 2012

Après près d'un an de la « révélation » de la fermeture d'Aulnay. Le train-train habituel des réunions de CE pour gérer le personnel continu comme si rien n'était. Mercier se montre confiant quant à l'impact du GPEC. « *Aujourd'hui les salariés résistent* », « *pour le GPEC, la direction n'arrive pas à obtenir le quota* ». Au fil des mois, on s'aperçoit que le tempo des prises de paroles et des actions est principalement scandé par le rythme des réunions.

2 mai 2012 : interpellation des candidats lors du débat de l'entre-deux tours.

Hollande rencontre les grévistes.

28 juin 2012 : manifestation devant le siège avenue de la Grande-Armée

3 juillet 2012 : grève à la peinture de cinq jours.

De juillet à décembre 2012 : l'annonce du plan et les premières réactions

12 juillet 2012 : annonce officielle du plan par Peugeot. Arrêts de travail, incidents avec la maîtrise. Plus tard, un gréviste d'Aulnay témoigne sur une radio « *Moi, je n'ai pas eu besoin des syndicats pour partir en grève, dès l'annonce de la fermeture j'ai arrêté de travailler !* »

27 juillet 2012 : rassemblement devant le siège avenue de la Grande Armée

5 septembre 2012 : reprise après quatre semaines de congés et une semaine de chômage technique

11 septembre 2012 : la commission valide le plan social

9 octobre 2012 : salon de l'automobile; action intersyndicale (PSA, Ford, ...)

Les manifestants tentent de forcer l'entrée et reçoivent des lacrymogènes.

La CGT retire les troupes PSA de l'action et va en manifestation vers la place d'Italie.

7 novembre 2012 : prise de parole de Mercier

Définition de l'agenda des réunions entre la direction et les syndicats sur les négociations en cours

Points mis en avant :

- Demande de payer des heures de délégation afin de faire les comptes-rendus,
- Demande d'élargir le nombre des membres par délégation reçue (6 au lieu de 4),
- Faire payer PSA pour le CDI.

8 novembre 2012 : prise de parole tripartite syndicats/préfet de région/élus locaux. L'objectif est le retrait du PSE.

Mercier déclare : « *On rentre dans un cycle de réunion qui va être très long* »

La CGT demande le maintien de la production afin de garantir le salaire : « *La production de la C3 c'est ce qui fait notre paye.* »

Le gouvernement doit se porter garant de l'accord, l'État ne veut que garantir à la hauteur de 7 Mds, le prêt de la banque PSA.

Les syndicats sont unis (SIA, SUD, CGT...) : « *Notre garantie, c'est la production de la C3.* »

15 novembre 2012 : première réunion Avenue de la Grande-Armée (siège de PSA). Requêtes : départ des plus anciens d'abord ; CDI acceptables ; préretraites à 60 ans (la CGT veut 55 ans).

12 décembre 2012. Première intervention à Poissy : 200 personnes sur le parking de l'usine avant de défiler dans Poissy

Julien annonce que depuis mai 2012, 3 200 personnes, dont une portion non négligeable de travailleurs d'Aulnay, ont déjà accepté une négociation individuelle issue du GPEC qui concerne 8 000 salariés au total sur l'ensemble du groupe PSA.

De janvier à mai 2013 : la grève

Mercredi, 16 janvier 2013 : début de la grève.

Rupture définitive avec le SIA qui soutient la défense de la production.

300 personnes y adhèrent sur les 2 800 salariés du site comptabilisés en janvier.

Julien : *« les premiers jours on ne sait pas vraiment combien, on a mis le comptage après. »*

« On ne s'est pas rendu compte mais la direction s'en est rendue compte et à fait lock-out d'une semaine après deux jours et demi de grève. » « Vendredi on était 300. On est allé à Flins 150/200 ! »

21 janvier 2013 : la direction de PSA suspend le travail à l'usine d'Aulnay.

12 février 2013 : quatre syndicats se disent favorables aux conditions de départ du plan.

3 mars 2013 : des ouvriers d'Aulnay commencent à travailler à Poissy et sur d'autres sites, dans le cadre d'avenant au contrat et non encore du PSE.

Cette période de flou permet à la direction de faire le tri sur les recrutements.

(L'estimation d'avril : 300 ouvriers à Poissy, 30 à Saint-Ouen...)

9 avril 2013 : Suppression de l'équipe de l'après-midi (chômage technique).

L'usine ne tourne plus que sur une équipe.

13 avril 2013 : une cinquantaine de grévistes perturbe le Conseil national du PS.

Courant avril 2013

SUD abandonne la grève suite à une opposition concernant des actions concurrentes (avec la CGT) en justice.

1er mai : cortège PSA Aulnay en tête de manifestation.

Témoignage d'un gréviste d'Aulnay : *« Dans l'usine, il n'y a plus que des intérimaires, tous les PSA sont quasiment dispatchés sur d'autres sites » « Au début de la grève, on avait une liste de revendications longue comme ça, maintenant si on arrive à obtenir la réintégration des camarades qui sont licenciés pour qu'ils touchent un peu d'argent comme nous, ça sera déjà bien »*

17 mai 2013 : fin du conflit.